

ANNEXE 2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT AU LOT - Sol souple, peinture, protection murale POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Les candidats du lot ne sont pas autorisés à formuler dans leurs offres, des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Il s'agit, pour l'attributaire de rang 1, de réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre, à une action d'insertion.

Le titulaire de rang 1 du marché s'engage à réserver, a minima, le nombre d'heures de travail suivant : 25 h par an sur toute la durée de l'accord-cadre.

Le nombre d'heures d'insertion annuel s'apprécie au regard des prestations A et B confondues.

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification de l'accord-cadre au titulaire de rang 1, par la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 1 PLUSIEURS DISPOSITIFS MIS A DISPOSITION AU TITULAIRE DE RANG 1 POUR L'INSERTION

1.1 LE RECOURS A LA SOUS TRAITANCE AVEC UN ENTREPRISE D'INSERTION

La réglementation relative à la sous-traitance s'applique. Le formulaire DC4 devra être utilisé.

En cas de sous-traitance des heures d'insertion, cette dernière doit être proportionnée au volume d'activité sous-traité.

1.2 LA MUTUALISATION DES HEURES D'INSERTION

Le titulaire de rang 1 est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché :

- Par une entreprise de travail temporaire d'insertion – ETTI qui est adaptée aux petits marchés - Par une association d'insertion – AI
- Par un groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification ; permet d'être un outil de qualification d'un salarié en vue de son intégration dans une entreprise

L'EPSM n'a pas à s'occuper directement du salarié mis à disposition.

1.3 L'EMBAUCHE DIRECTE PAR LE TITULAIRE

Le candidat précisera, dans son offre, les postes concernés, le type et la durée des contrats, les conditions d'encadrement de cette embauche, la formation et le tutorat proposés.

ARTICLE 2 CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION

Le titulaire de rang 1 produit chaque trimestre et transmet à l'EPSM, un document regroupant tous les renseignements utiles dans le cadre de l'accord-cadre :

- dates d'embauche,
- nombre d'heures réalisées
- types de contrats,
- postes occupés,
- encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation

Ces renseignements doivent permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution de l'accord-cadre, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

Les modalités de l'action d'insertion sont les suivantes :

- les recrutements doivent toujours être en lien avec le présent accord-cadre,
- qu'elles soient vérifiables,
- qu'elles ne soient pas incompatibles avec d'autres démarches de clauses sociales (ANRU, conditions particulières...).

En tout état de cause, le titulaire de rang 1 doit informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec AR, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. En cas de difficulté de mise en œuvre liées à l'opération ou au fonctionnement de l'attributaire, les démarches relatives à cette clause pourront être globalisées avec d'autres marchés, sous réserve de l'accord préalable écrit de la maîtrise d'ouvrage.

Trois mois avant le terme de l'accord-cadre, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAP et au CCGA Travaux.

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion, imputable à l'entreprise attributaire du marché, pourra être appliquée :

- une pénalité de 100 € par heure d'insertion non réalisée
- En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise, des renseignements et documents propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion : une pénalité égale à 200 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.